

L'Adresse—M. Frith

M. Frith: Mais j'aimerais que tout le pays sache que le cas de Penetanguishene n'est pas représentatif de tout l'Ontario. Non sans avoir nous-mêmes rencontré des difficultés à Sudbury, nous y avons fait connaître le concept du fédéralisme canadien. Notre initiative a connu un franc succès et un grand nombre de parents de toutes les origines ethniques ont inscrit leurs enfants au programme d'immersion en français offert dans nos écoles. Peut-être cette expérience m'a-t-elle sensibilisé plus que d'autres à l'importance du référendum imminent au Québec.

On entend souvent des Néo-Canadiens revendiquer en priorité leur titre de Canadien. Moi aussi je suis Canadien d'abord, mais je suis inquiet. Je m'inquiète du libellé de la question référendaire, de l'issue du référendum et du peu de cas à mon avis qu'on semble faire de cette consultation à l'extérieur du Québec.

Entre autres avantages, l'élection à la Chambre des communes permet de côtoyer des députés des diverses régions de notre pays, d'apprendre à tirer la leçon de nos différences aussi bien qu'à mieux apprécier nos points de similitude. Ces dernières semaines, j'ai rencontré plusieurs de mes collègues du caucus québécois. L'un d'eux, à qui j'avais demandé quelle part il prendrait à la lutte référendaire dans sa province, m'a répondu qu'il voulait bien être damné s'il allait s'abaisser à défendre l'unité nationale au Québec—à vrai dire il a employé des termes encore plus crus qui m'ont fait regretter de lui avoir posé cette question. «L'unité nationale, je veux l'édifier» a-t-il dit. Il y a tout un monde dans cette nuance! Quel plaisir j'ai eu d'entendre ce député du caucus québécois qui ne veut pas défendre l'unité nationale mais qui luttera de toutes ses forces pour l'édifier.

Des voix: Bravo!

M. Frith: Je prie tous les députés, à quelque groupe politique qu'ils appartiennent, de se rendre disponibles et de s'engager dans cette consultation cruciale afin de prouver aux Québécois qu'il y a une solution de rechange à celle d'un Québec

francophone et d'un Canada anglophone prônée par René Lévesque et le Parti Québécois.

Cette solution la voici, que j'emprunte à un article paru sous le titre «*The Canadian Journey*»:

Il y a une solution plus prometteuse. L'organisation politique et les valeurs d'un pays, ce ne sont pas des choses qu'on peut jeter par terre pour les refaire du jour au lendemain. C'est comme un jardin qu'il faut soigner en harmonie avec le paysage. Le paysage du Canada a commencé à évoluer il y a deux décennies et la saison est venue d'un changement.

Mais il faut d'abord reconnaître que l'existence de deux grandes communautés linguistiques et les nombreuses réalités régionales et culturelles, trop souvent considérées comme des entraves, sont au contraire une source d'enrichissement et de libération. Car après tout, «ils» c'est chacun d'entre nous.

Ne l'oublions pas!

Des voix: Bravo!

M. Frith: J'ai donc le plaisir d'appuyer l'Adresse en réponse au discours du trône.

Des voix: Bravo!

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, je propose que le débat soit ajourné maintenant.

Mme le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

[Français]

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Madame le Président, je propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Mme le Président: La Chambre a entendu la motion de l'honorable président du Conseil privé (M. Pinard). Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

Mme le Président: La motion est adoptée. La Chambre s'ajourne à 2 heures demain après-midi en conformité du Règlement.

(La séance est levée à 2 h 46.)